PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE ET DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

Serhat Kahyaoğlu, un homme qui, dans la nuit des élections locales de dimanche, avait été arrêté à Istanbul pour avoir célébré en tirant une arme en l'air, est décédé en garde à vue après avoir été agressé par des policiers.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

29 personnes ont été soumises à la torture et à des mauvais traitements lors d'une intervention de la police contre des manifestants dans le district de Yüksekova à Hakkari.

On apprend que la famille d'Ali Veli, un citoyen syrien détenu dans la prison de type L d'Erzincan, qui a été libéré le 13 mars 2024 et n'a plus eu de nouvelles, a été menacée par des personnes non identifiées qui les ont appelées au téléphone et ont envoyé à la famille des images d'Ali Veli soumis à la torture.

Zilan Demir, détenue à la prison de type S d'Antalya Manavgat, ne peut être soignée en raison des mauvais traitements infligés par les professionnels de la santé, bien qu'elle souffre d'une maladie oculaire, et que le numéro de l'œil de Zilan Demir ait changé le jour où les lunettes que sa famille lui a envoyées pour sa maladie oculaire lui ont été remises.

Ersel Furkan Güven, un étudiant emprisonné en raison de ses liens présumés avec le mouvement religieux Gülen, a été renvoyé en prison peu après avoir subi une opération chirurgicale et souffre de plus en plus de problèmes de santé derrière les barreaux.

Des gardiens de prison dans l'ouest de la Turquie auraient cassé le bras de Bahar Kurt, membre emprisonnée du groupe de musique de gauche Grup Yorum.

1 personne a été victime de violences physiques de la part de la police lors d'une intervention policière lors d'une bagarre entre deux groupes dans le district d'Izmit à Kocaeli.

52 réfugiés ont été victimes de violences verbales et physiques de la part du personnel et des gardes de sécurité de GGM au Centre de rapatriement de Döşemealtı (GGM) à Antalya.

La journaliste Esra Solin Dal, qui a été arrêtée et envoyée en prison, a été soumise à une fouille à nu dans la prison pour femmes de Bakırköy à Istanbul.

On apprend qu'Üstat Tunç, un travailleur de la centrale nucléaire d'Akkuyu à Mersin, a été soumis à la violence physique d'agents de sécurité privés russes lorsqu'il a refusé d'appuyer sur sa carte aux tourniquets installés sur le site de construction, et qu'il a reçu un rapport médical de l'hôpital d'État d'Aydıncık documentant la violence physique.

CONDITIONS CARCÉRALES / REFUS DE SOINS MEDICAUX

Les prisonniers de la prison ouverte de Çorum qui s'étaient inscrits à l'université de Çorum Hitit n'ont pas été autorisés à assister aux cours pour des "raisons de sécurité", sur décision du sénat de l'université.

Les prisonniers diabétiques de la prison de haute sécurité n°1 d'Ankara Sincan n'ont pas reçu de nourriture diététique appropriée et les prisonniers n'ont pas été transférés à l'hôpital à temps.

Dans la prison fermée de haute sécurité d'Ankara Sincan, 14 prisonniers ont été condamnés à des sanctions disciplinaires pour avoir écouté la chanson « Lê Amedê ».

Mücella Yapıcı (72 ans), architecte de renom et accusée dans le procès du parc Gezi, qui a été libérée d'une prison d'İstanbul en septembre, a raconté les mauvaises conditions de détention auxquelles elle a été confrontée en tant que femme âgée.

On a appris que les prisonniers de la prison de type L d'Edirne recevaient de l'eau une heure par jour.

Ekrem Gün, un prisonnier de la prison de type T n°2 de Balıkesir Bandırma, a été gardé dans une chambre individuelle et les lettres et livres qui lui ont été envoyés ne lui ont pas été remis.

Felek Gün, une prisonnière malade de la prison pour femmes de Bakırköy à Istanbul, n'a pas été soignée.

Les prisonniers malades de la prison de type T n° 1 d'Adana Kürkçüler et de la prison de type L d'Ağrı Patnos n'ont pas été dirigés vers l'infirmerie ou l'hôpital.

Un député d'opposition turc annonce qu'une prison d'Edirne accueille 1 800 détenus alors que sa capacité est de 600 personnes, obligeant quelque 650 prisonniers à dormir par terre.

Nilgül Doğan, l'épouse du général à la retraite Çetin Doğan, âgé de 83 ans, a annoncé que l'incarcération de son mari avait entraîné une détérioration significative de sa santé, entraînant des risques pour sa vie.

RÉPRESSION DE GULENISTES

Tout au long du mois d'octobre, les procureurs ont ordonné l'arrestation d'au moins 145 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

La police de l'ouest de la Turquie a arrêté 36 personnes, dont plusieurs dizaines de propriétaires de petites entreprises, accusées de liens avec le mouvement Gülen, un groupe confessionnel accusé par le gouvernement turc d'« activités terroristes ».

Un tribunal turc a reporté mardi le verdict du long procès Kobani et a décidé de maintenir la détention de 18 personnes, dont le politicien kurde Selahattin Demirtaş.

Soixante personnes ont été arrêtées dans 14 villes pour leurs liens présumés avec le mouvement Gülen, un groupe confessionnel interdit par Ankara.

Makbule Özer, une femme kurde malade de 83 ans, a été emprisonnée pour la deuxième fois lundi après qu'un rapport médical publié par le Conseil turc de médecine légale (ATK) ait déclaré qu'elle était apte à rester en prison.

La police turque a arrêté lundi 16 personnes lors de perquisitions menées dans quatre villes, dont Ankara, pour des liens présumés avec le mouvement Gülen, un groupe confessionnel accusé de « terrorisme » par le gouvernement.

Le bureau du procureur général d'Istanbul, connu pour ses opérations illégales, a ordonné la détention de 13 anciens étudiants militaires qui auraient des liens avec le mouvement Gulen, accusés d'avoir communiqué par le biais de téléphones publics et de lignes fixes.

On apprend qu'Abdulalim Kaya (81, m), un prisonnier malade à la prison de type R d'Elazığ, qui a un rapport d'invalidité de 93% émis par l'hôpital d'éducation et de recherche de Siirt, est gardé dans une chambre individuelle bien qu'il ne puisse pas subvenir seul à ses besoins vitaux en raison de problèmes de santé.

Le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe (CdE), qui surveille l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), a appelé la Turquie à réformer de manière significative ses lois pénales et antiterroristes et à libérer d'urgence les prisonniers politiques.

Ece Nur Esen, une jeune femme de 16 ans dont la santé a été affectée par la persécution de ses parents par le décret sur l'état d'urgence pendant des années, est décédée d'une crise cardiaque.

REPRESSION À L'EGARD DES KURDES

Medet Serhat, assassiné en 1994, était connu pour sa défense des hommes politiques kurdes lors du procès du Parti Démocratie (DEP). Son fils, Rumet Serhat, a déclaré que

la tombe était intacte lors de leur dernière visite et que l'attaque avait dû avoir lieu au cours des derniers jours.

Le co-président du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (Parti DEM) du district d'Ağrı Diyadin, Ahmet Karatay, a été arrêté lors d'une descente à domicile dans le cadre d'une enquête menée par le bureau du procureur général d'Ağrı et a été emmené à la direction de la sécurité de la province d'Ağrı. Le motif de la détention n'est pas connu.

DROITS DES FEMMES

Au moins 32 femmes ont été assassinées par des hommes tandis que 13 sont mortes dans des circonstances suspectes, selon les rapports mensuels publiés par BIANET.

Selon la "Feuille de décompte de la violence masculine" publiée par Bianet le 4 avril 2024, les hommes ont tué au moins 3 enfants, infligé des violences à 43 femmes, abusé de 15 enfants et forcé 51 femmes à travailler dans l'industrie du sexe.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

Un camion-citerne arrêté dans une installation de repos dans le district de Şehitkamil à Antep transportait 52 réfugiés d'Afghanistan et 2 des 52 réfugiés ont été retrouvés morts et 7 d'entre eux ont été blessés.

Tanju Özcan, un maire controversé du principal parti d'opposition turc, connu pour son discours anti-réfugiés, a promis une « augmentation astronomique » des tarifs de bus pour les étudiants étrangers dans la province de Bolu, dans le nord-ouest du pays.

Il est allégué que certains réfugiés détenus dans le centre d’expulsion d'Ayvacık à Çanakkale ont agressé sexuellement d'autres réfugiés dans le centre d’expulsion, que les repas donnés aux réfugiés n'étaient pas suffisants, nutritifs et hygiéniques, que les chambres où les réfugiés séjournaient n'étaient pas conformes aux normes d'hygiène, que les réfugiés hommes et femmes étaient forcés de rester dans les mêmes chambres, que les réfugiés n'avaient pas assez de couvertures et d'eau potable, et que certains réfugiés ont fait l'objet de remarques racistes et discriminatoires de la part d'agents travaillant dans le centre d’expulsion.

Les lieux de travail avec des panneaux en arabe ont été inspectés sur instruction des maires et les panneaux en arabe à Bursa, Kilis et dans le district de Konak à Izmir ont été enlevés par les équipes de police.

LIBERTÉ D’EXPRESSION ET DES MÉDIAS

La mission d'observation électorale du Conseil de l'Europe en Turquie a publié lundi une déclaration appelant les autorités turques à faire davantage pour garantir la liberté d'expression dans l'environnement politique et médiatique et le contrôle des processus électoraux par un pouvoir judiciaire indépendant.

Le 1er tribunal pénal d'Elazığ a décidé qu'au moins 3 articles de presse et posts sur l'allégation selon laquelle 8 étudiantes auraient été harcelées sexuellement par le directeur de l'école d'Elazığ devaient être bloqués et supprimés pour cause de violation des droits de la personne.

Le député du Parti du mouvement nationaliste (MHP) Levent Uysal a déposé une plainte contre le journaliste de “BirGün”, İsmail Arı, ce qui a donné lieu à des poursuites judiciaires. Les accusations portées contre Arı comprennent « l'insulte, la diffamation et l'utilisation de la communication écrite ou visuelle pour insulter » sur la base de ses articles de presse.

Un procureur dans le nouveau procès de sept journalistes a demandé des peines de prison pour des accusations de terrorisme en raison de leurs liens présumés avec le mouvement Gülen.

Emine Şenyaşar, qui demande justice pour trois membres de sa famille assassinés par des personnes liées à un législateur du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir en Turquie, risque une peine de prison pour avoir prétendument insulté le président turc Recep Tayyip Erdoğan.

Trois des neuf journalistes kurdes détenus en début de semaine ont été renvoyés devant un tribunal en vue de leur arrestation, puis arrêtés après avoir témoigné devant un procureur vendredi, tandis que six d'entre eux ont été remis en liberté sous contrôle judiciaire.

En 2023, 6 879 personnes ont comparu devant les tribunaux turcs pour avoir insulté le président Recep Tayyip Erdoğan ou son gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP).

Le communicateur politique Evren Barış Yavuz, détenu après avoir été pris pour cible par le directeur général de Baykar, Haluk Bayraktar, le frère aîné du gendre du président de l'AKP Tayyip Erdoğan, Selçuk Bayraktar, a été arrêté par un juge.

Au moins trois articles de presse sur les irrégularités électorales lors des élections locales du 31 mars 2024 ont été bloqués par le 2e juge pénal d'Adıyaman pour violation des droits de la personne.

À la suite de l'arrêt de la Cour constitutionnelle sur la violation de la liberté d'expression, les sanctions imposées à au moins 2 articles de presse bloqués le 10 mai 2023 et dont

la suppression a été ordonnée ont été levées par une décision supplémentaire du 2e juge pénal d'Ankara.

Dans le cadre du projet EngelliWeb de l'Association pour la liberté d'expression, il a été déterminé qu'entre janvier et mars 2024, l'accès à au moins 83 250 noms de domaine/sous-domaines a été bloqué.

Les informations réalisées par le journaliste du journal britannique The Sun sur le tourisme de santé en Turquie avec des images de caméras cachées et au moins 4 articles publiés dans la presse turque sur le sujet ont été interdits d'accès par la décision du premier tribunal pénal d'Izmir pour cause de violation des droits de la personne.

Le 31 mars 2024, une enquête a été ouverte contre le journaliste Oktay Candemir pour « insulte à un agent public » à la suite de la plainte d'Abdulahat Arvas, candidat à la mairie du Parti de la justice et du développement (AKP) de la municipalité métropolitaine de Van.

La journaliste indépendante néerlandaise Frederike Geerdink a rapporté avoir reçu des menaces de mort après avoir critiqué Selçuk Bayraktar, gendre du président turc Recep Tayyip Erdoğan et figure clé de l'industrie turque des drones.

Les procureurs turcs ont ouvert une enquête sur un Kurde qui a interrogé les électeurs qui auraient été « transférés » dans sa ville de résidence dans la province de Şırnak, dans le sud-est du pays, le jour des élections locales du 31 mars, afin de modifier les résultats en faveur du parti au pouvoir.

Le panel dans le cadre des 8èmes Journées des Médias organisées par METU Media Community a été annulé en raison de la censure imposée au journaliste Hayri Demir par le rectorat.

Au moins 3 posts du journaliste Metin Cihan sur son compte X, dans lesquels il soulevait le fait qu'Erkan Kösedağ, directeur adjoint de la culture et du tourisme de la province d'Ağrı et président de la fédération des clubs sportifs amateurs d'Ağrı, avait abusé sexuellement d'enfants athlètes, et au moins 3 articles de presse sur le sujet ont été bloqués par l'Association des fournisseurs d'accès pour cause de violation des droits de la personne.

Les procureurs de Diyarbakır ont ouvert une enquête contre 11 dirigeants du barreau de Diyarbakır, accusés de « dénigrer la nation et l'État turcs », à la suite d'une déclaration de 2021 commémorant les victimes du génocide arménien.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D’ASSOCIATION

18 personnes ont été arrêtées lors de l'intervention de la police contre la grève des ouvriers de l'usine du district de Kemalpaşa à Izmir le 7 mars 2024, au motif qu'ils n'avaient pas obtenu leurs droits dans l'usine où ils travaillent.

Le gouvernorat de Muş a fait une déclaration le 3 avril 2024 et a annoncé que tous les événements dans les espaces publics tels que les places, les rues, les routes, les parcs, etc. seront interdits pendant 3 jours entre le 4 avril 2024 et le 6 avril 2024.

Le bureau du gouverneur d'Istanbul déclare que la place Taksim ne sera pas ouverte pour les prochaines célébrations du 1er mai et qu'un autre lieu sera désigné pour les festivités.

Le bureau du gouverneur d'Istanbul a de nouveau interdit une cérémonie de commémoration prévue pour le 24 avril en mémoire des Arméniens qui ont été tués lors d'une déportation massive dans les derniers jours de l'Empire ottoman, dans une décision condamnée comme « un mouvement anti-démocratique » par les organisateurs.

Les ouvriers du bâtiment impliqués dans la construction du Centre financier d'Istanbul, un complexe abritant notamment la Banque centrale, ont organisé une manifestation pour réclamer leurs arriérés de salaires. La manifestation a été interrompue lorsque la police a empêché les syndicats de lire une déclaration et a procédé à l'arrestation des dirigeants syndicaux et des travailleurs.

La police turque a fait usage d'une force excessive pour disperser un groupe de jeunes gens qui s'étaient rassemblés dans le quartier central d'Istanbul de Taksim pour demander au gouvernement turc de cesser ses échanges commerciaux avec Israël à la lumière de la guerre israélienne en cours contre Gaza et a arrêté 38 d'entre eux.

L'association du barreau de Van, l'association des droits de l'homme (İHD) et l'association pour la liberté des avocats (ÖHD) ont préparé un rapport commun sur la gestion par les forces de l'ordre des manifestations qui ont éclaté à Van à la suite d'une controverse sur les élections locales, accusant la police d'avoir tiré des balles en plastique sur les manifestants et d'avoir fait un usage disproportionné de la force.

Le gouvernorat de Şırnak a fait une déclaration le 3 avril 2024 et a annoncé que toutes les réunions et manifestations à portes ouvertes seraient interdites pendant 15 jours entre le 3 avril 2024 et le 17 avril 2024.

La police turque a arrêté 340 personnes à la suite des manifestations qui ont éclaté dans toute la Turquie en réponse à la décision d'une autorité électorale locale d'annuler la victoire d'un candidat pro-kurde dans l'est de la Turquie et de confier la mairie au vice-président du parti au pouvoir.

Des tribunaux turcs ont arrêté 23 personnes parmi les centaines de détenues à la suite des manifestations qui ont éclaté dans toute la Turquie en réponse à la décision d'une

autorité électorale locale d'annuler la victoire d'un candidat du parti pro-kurde dans l'est de la Turquie et de confier le poste de maire au candidat du parti au pouvoir.

La préfecture de Şırnak a annoncé que la région d'Altındağları dans le district de Beytüşşebap de la province de Şırnak a été déclarée zone de sécurité spéciale temporaire pour 15 jours entre le 17 avril 2024 et le 1er mai 2024.

IMPUNITÉ ET INDEPENDANCE JUDICIAIRE

Le nouveau procès de Yüksel Yalçınkaya, un enseignant dont la condamnation pour terrorisme a été jugée par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) comme ayant violé ses droits fondamentaux, a commencé dans le centre de la Turquie, sous des mesures de sécurité renforcées.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a jugé que la Turquie avait violé les droits d'un membre du Conseil d'État, Bekir Sözen, qui a été démis de ses fonctions à la suite de l'adoption d'une loi de restructuration en 2016.

Le parlement néerlandais a voté pour que la modernisation de l'accord d'union douanière de l'Union européenne avec la Turquie soit subordonnée à la libération de deux prisonniers célèbres, comme l'a ordonné la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH), ce qui constitue une étape importante avant la 10e conférence de Wittenburg.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a accordé un statut prioritaire à une deuxième affaire déposée par l'homme d'affaires et philanthrope Osman Kavala, détenu depuis octobre 2017, publiant des détails sur les violations continues et nouvelles de ses droits.

Saban Vatan, le père de Rabia Naz, décédé il y a six ans et dont la mort aurait été dissimulée par un haut responsable du parti au pouvoir, a appelé les autorités turques à garantir les responsabilités et la justice.